Hongrie: le terrorisme, une aubaine pour Viktor Orbán?

26 Alors qu'en Allemagne, Angela Merkel voit sa cote tomber en chute libre dans les sondages, son homologue hongrois Viktor Orbán, connaît un mouvement inverse, sa cote remontant de façon, certes moins spectaculaire, mais malgré tout significative.

Et pourtant, les problèmes ne manquent pas: malaise et grogne chez les enseignants et le personnel hospitalier, conflits ouverts entre le Premier ministre et certains de ses proches, tels le maire de Budapest István Tarlós ou encore son ancien ami Lajos Simicska, avec qui est engagée une guerre sans merci. Dans un pays où la fuite des jeunes à l'étranger prend une ampleur préoccupante (un demi-million partis définitivement en moins de 5 ans sur une population de 10 millions). Hémorragie particulièrement sensible dans le secteur de la santé où le manque d'infirmières et de médecins commence à se faire cruellement sentir au quotidien. Qui plus est dans des hôpitaux généralement sous équipés et sans ressources. Alors que Viktor Orbán, fan de foot, couvre le pays de grands stades luxueux qui ne servent pratiquement à rien, sinon à grever le budget... Sans parler des affaires de corruption qui prennent une ampleur croissante, telle cette mise aux enchères par l'Etat des terres arables (jusqu'alors affermées à des petits exploitants), raflées en grande majorité par des membres et proches du gouvernement ou leurs familles.

Bref, on ne peut pas dire, malgré la propagande officielle, que tout baigne. Mais alors? Et bien, voilà que sont arrivés ces „migrants" ou „réfugiés" (on les appellera comme on veut) qui ont littéralement envahi le pays (plus de 200 000 dans un pays

relativement réduit). Certes, une vague qui ne faisait que passer, mais l'occasion était trop belle. Adepte d'une rhétorique de combat („Nous défendons le pays contre l'ennemi"), Orbán a trouvé là une bonne occasion de se poser en Charles Martel version hongroise 2015 face à l'envahisseur Maure. Tout d'abord par une campagne d'affichage „Si tu viens chez nous, sache que tu ne pourras nous prendre notre travail": de toute évidence destinée à la population hongroise, les affiches étant rédigées en hongrois et nos „envahisseurs" n'ayant aucune intention de rester en Hongrie. Puis vint l'édification des fameux grillages aux frontières.

Pour le coup, une initiative qui lui valut a posteriori un certain succès, en Hongrie comme à l'étranger, approuvée même par certains membres de l'opposition. Sauf qu'aucune mesure ne fut prise pour contrôler, regrouper et enregistrer ceux qui passèrent la frontière. Et vinrent les attentats de Paris.... Suite auxquels force est de reconnaître que la population hongroise, suivie par certains ministres, fit preuve d'une réaction de sympathie particulièrement touchante. Le temps du deuil passé, Viktor Orbán s'empressa de sauter sur cette occasion trop belle pour déclarer le pays en danger et prendre des mesures de protection draconiennes. Quand on sait que la Hongrie, pays relativement homogène qui n'a pas eu de colonies, n'a aucune minorité musulmane, donc pas de mouvement extrémiste pro-islam comme en France ou en Grande Bretagne.

Tel ce projet de modification de la Loi fondamentale pour instaurer un état d'urgence spécifique aux menaces terroristes. Une panoplie assez impressionnante:

Fermeture des frontières et interruption des trafics aérien, routier et ferroviaire; établissement d'un couvre-feu et interdiction des rassemblements sur la voie publique; suspension des médias et contrôle des communications (poste, téléphone, internet); intervention de l'armée; modification des lois par décrets et possibilité de révision du budget. La notion de „menace terroriste" restant indéfinie, à l'appréciation du gouvernement.

Là où le bât blesse: tout cela pour une durée de soixante jours, sans besoin de consulter le Parlement (en France: 12 jours). Bref: les pleins pouvoirs. Et ça semble marcher, la seule petite manifestation de protestation ayant rassemblé moins de 1000 personnes dans la capitale.

Ceci dit, un projet qui a peu de chances de passer, car exigeant une majorité des deux tiers. Or deux voix manquent à la coalition gouvernementale pour obtenir ce

quota. Quant au parti d’extrême droite, le Jobbik, ses dirigeants se sont déclarés opposés au projet, certes partisans d’une ligne dure, mais pas au prix d’un chèque en blanc au Premier ministre.

Une modification de la constitution qui n’aura donc probablement pas lieu. Mais peu importe, le résultat est là: un Premier ministre posé en bouclier de la nation et un bon prétexte pour faire oublier les problèmes internes.

Encore une fois, Viktor Orbán se sera révélé brillant manipulateur et stratège. Sur ce plan, au moins tirons-lui notre chapeau !…

Pierre Waline

-

Catégorie
Agenda Culturel